

La Place de Paris en panne de solutions sur l'analyse

La plate-forme MifidVision a formulé le 27 novembre des propositions plutôt disparates.

PAR FABRICE ANSELMIS

@fanselmi396
+ EMAIL fanselmi@agefi.fr

DE LA DÉCEPTION. C'ÉTAIT LE SENTIMENT des spécialistes du sujet face à la première présentation, le 27 novembre, du baromètre et des propositions de la plate-forme MifidVision, créée en février pour évaluer les conséquences de MIF 2 sur l'analyse financière. Ce programme de place, porté par la Sfaf (Société française des analystes financiers) afin de fédérer l'Association française de la gestion financière (AFG), l'Association française des marchés financiers (Amafi), l'Association française des investisseurs institutionnels (AF2I), le Cliff (Association française des professionnels de la communication financière), Euronext, Paris Europlace et le Medef avec la participation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) et du Trésor, avait pour ambition de mesurer les conséquences sur l'analyse financière de la réglementation MIF 2 entrée en vigueur le 3 janvier. Jusque-là, chaque organisation a lancé son étude dans son coin, pour reconnaître que les statistiques sont « insuffisantes ».

Selon l'Amafi, les sociétés valorisées entre 150 millions et 1 milliard d'euros ont vu leur suivi passer de 5 analystes en moyenne en 2005 à 3,5 fin 2017. Les capitalisations boursières entre 10 et 150 millions, moins couvertes avec seulement 1 analyste régulier pour la moitié d'entre elles, auraient moins souffert de cette baisse en France, « où l'apparition de nouveaux bureaux de

recherche a compensé la disparition de prestataires historiques. La recherche 'small caps' est cependant de plus en plus dépendante de quelques prestataires locaux – les 3 plus actifs représentent 40 % de l'offre sur les valeurs de moins de 1 milliard – avec un risque fort que l'arrivée de MIF 2 n'entrave ce phénomène 'schumpétérien', note Stéphane Giordano, président de l'Amafi. Le Cliff estime aussi que 40 % de valeurs au-dessous de 1 milliard ne sont suivies par aucun analyste.

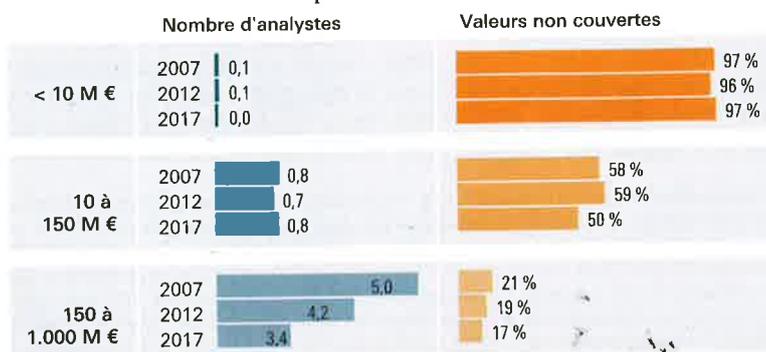
RECHERCHE SPONSORISÉE ?

Faute de couverture, 40 % de ces midcaps auraient recours à la recherche sponsorisée, ce qui devrait soulever de vraies interrogations sur l'indépendance de l'analyse financière, comme le fait une récente enquête d'Alpha Value. Au lieu de quoi MifidVision propose d'identifier la recherche sponsorisée et qu'elle ne puisse plus être automatiquement refusée par les sociétés de gestion... « Les données de l'Amafi sont pourtant la preuve que la baisse de couverture structurelle des 'small caps' était amorcée bien avant 2017, et qu'il faut probablement rechercher des solutions collectives », estime Antoine Loudenot, directeur marketing de ResearchPool, qui a un projet d'offres de couverture « en bouquets ». « Après un an, nous avons identifié des points d'amélioration encourageants comme sur des mécanismes plus souples d'achat de la recherche », ajoute Maxime Mathon, directeur marketing d'Alpha Value, qui vient de lancer Slice, plate-forme participative où des investisseurs peuvent cofinancer la recherche sur des sociétés pas ou peu couvertes.

Parmi les autres propositions figure l'idée d'étendre la durée de la période d'essai d'un fournisseur avec un client (3 mois actuellement) et de segmenter les périodes par stratégie (et non par société) afin de permettre d'autres démarchages avant un an. La Sfaf suggère aussi d'attendre la première étude d'impact de la Commission européenne (en 2019) avant d'étendre la règle de séparation du financement de la recherche actions à la gestion collective et de la revoir pour les obligations. Ces propositions plutôt disparates donnent le sentiment d'une industrie un peu fragmentée entre ceux qui pourraient tirer leur épingle du jeu et les autres. Robert Ophèle, président de l'AMF, a même appelé à se mobiliser en vue de revoir MIF 2 dès l'étude d'impact. « Les acteurs ont pu comprendre du président de l'AMF (et de la France) qu'il s'inscrit en faux sur MIF 2 alors qu'il appelle à des propositions. A défaut de statistiques, on ne peut pas tuer la transparence », note Antoine Loudenot, prenant le problème du côté des petites sociétés de gestion, pour lesquelles l'AFG réclame un processus de facturation simplifié et un principe de proportionnalité. ■

UNE BAISSÉ DE LA COUVERTURE MOYENNE ?

Par capitalisation boursière



SOURCE : AMAFI